

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/531334/article/2023-08-15/olivier-de-schutter-la-croissance-epuise-les-hommes-et-les-ecosystemes>

Olivier De Schutter : « La croissance épuise les hommes et les écosystèmes »

Pour Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, nos pays avancés produisent assez de richesses ; l'enjeu est de mieux les répartir.

Dominique Berns - *Publié le 15/08/2023*

Le professeur néo-louvaniste Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, n'y va pas par quatre chemins : dans nos pays riches, la quête quasi obsessionnelle de la croissance est devenue « contre-productive. » Elle n'est plus la réponse appropriée aux défis et aux dysfonctionnements du monde. Il nous invite donc à « changer de boussole. » Ainsi qu'il l'explique dans l'essai éponyme qui vient de paraître aux éditions Les Liens qui Libèrent – et dans l'entretien qu'il a accordé au *Soir* – nous devons basculer vers « une économie stationnaire. »

Jusqu'à présent, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a surtout consisté à augmenter la richesse monétaire, par la croissance du PIB, et puis à taxer et redistribuer, étant entendu que l'impôt sert à financer les services publics et la protection sociale. Ce modèle des Trente Glorieuses, fondé sur le « partage des fruits de la croissance », est caduc, au moins dans les pays riches, dites-vous. Non seulement, il met en péril l'environnement – et, partant, la survie de l'humanité – mais il ne vaincra pas la pauvreté. Pourquoi ?

La croissance épuise aussi bien les écosystèmes que les hommes et femmes qui peuplent l'économie. Concernant le premier point, et notamment la lutte contre le dérèglement climatique, on peut certes espérer une croissance plus « verte », plus « décarbonée », plus respectueuse de la biodiversité, plus économe dans l'utilisation des ressources, etc. Mais soyons sans illusions : la croissance ne sera jamais découplée tout à fait de l'utilisation de ressources ou de la production de déchets. Le métabolisme de la machine économique exige de la matière et de l'énergie, et c'est vrai de l'industrie, comme des services et de l'agriculture. Une croissance « zéro impact environnemental » est une utopie, comme le montrent notamment les travaux de l'économiste français Timothée Parrique. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, la recherche à tout prix de la croissance conduit en réalité à des choix de politique qui créent de l'exclusion au lieu de la combattre. On conclut des accords de libre-échange qui fragilisent les travailleurs et travailleuses des secteurs moins compétitifs. On cherche à attirer les investisseurs par une fiscalité avantageuse. On intensifie le travail au nom de gains de productivité. Et ainsi de suite. Tous ces choix aboutissent à marginaliser encore davantage celles et ceux – notamment, les moins qualifiés – qui sont les perdants. Dans nos sociétés riches, nous sommes ainsi arrivés à un niveau de développement, où le défi principal n'est pas d'augmenter encore les richesses disponibles, mais de réussir mieux à inclure celles et ceux que le système laisse de côté.

Sournoisement, les politiques visant la croissance auraient ainsi, dans les dernières décennies, contribué à accroître ce que vous nommez la « pauvreté moderne ». Que voulez-vous dire ?

Aujourd'hui, la pauvreté ne s'entend pas seulement des privations matérielles sévères qui font obstacle à une vie dans la dignité. Elle s'entend aussi de l'exclusion d'un ensemble de biens et services qui, bien que non indispensables à strictement parler, permettent à chacun et chacune de participer à la vie sociale, de se sentir intégré à la communauté. L'accès à un smartphone ou à internet, la possibilité d'envoyer ses enfants en classe verte, l'inscription à un club de foot : on peut vivre sans cela, mais on se sent exclu quand on ne peut pas se permettre ces dépenses. Or, avec la croissance, le niveau des attentes sociales ne cesse de s'élever : c'est une sorte d'enchère permanente, de « course vers le haut » interminable – anxiogène, et épuisante.

Parallèlement, on entend dire de plus en plus souvent que les pauvres sont largement responsables de leur sort, qu'ils ne font ni les bons choix ni les efforts qui leur permettraient de s'extraire de leur condition. Vous pointez, au contraire, la hausse des inégalités, dont il fallait, nous disait-on, s'accommoder, car elles étaient supposées favoriser le dynamisme économique, mais qui, expliquez-vous, contrarie la lutte contre la pauvreté...

Paradoxalement, plus les sociétés deviennent prospères, plus la richesse moyenne augmente ; et moins la lutte contre les poches de pauvreté persistantes est jugée prioritaire. D'abord, parce que les personnes en pauvreté forment une petite fraction de la population, qui pèse peu du point de vue électoral. Mais aussi en raison de la diffusion de ce discours qui présente le pauvre comme un « assisté », un « profiteur de l'aide sociale », un « paresseux. » Or on constate, dans tous les pays, une relation inverse entre le degré d'inégalité et la mobilité sociale, qu'on nomme la « courbe de Gatsby le magnifique » – en référence au roman de Scott Fitzgerald, qui raconte l'ascension sociale d'un cireur de chaussures, interprété par Leonardo DiCaprio dans l'adaptation cinématographique. Autrement dit : plus fortes sont les inégalités, plus faible est la mobilité sociale. Le phénomène est bien attesté. En Colombie, qui détient le record mondial des inégalités, il faut en moyenne onze générations avant qu'un enfant né dans la pauvreté puisse espérer bénéficier du revenu moyen. Dans nos pays, où les inégalités ont augmenté, la mobilité sociale est plus faible que dans les années 60, notamment en raison de deux facteurs que met en lumière l'économiste Branco Milanovich, dans *Capitalism Alone*. D'une part, une plus grande endogamie sociale : de plus en plus, on se marie au sein d'une même classe sociale ; une diplômée universitaire épouse un diplômé universitaire ; une personne à revenu élevé épouse une autre personne à revenu élevé. D'autre part, la tendance croissante au cumul des inégalités de salaires et de patrimoines : bien plus que dans les années 50 et 60, les personnes les mieux rémunérées, celles qui perçoivent les plus hauts salaires sont aussi celles qui possèdent un plus grand patrimoine. On voit ainsi se réaffirmer le phénomène des classes sociales – et la perpétuation de la pauvreté. Né dans une famille pauvre, on y reste coincé. Pour le dire plus simplement : quand on est né dans une famille défavorisée, on paie pour un crime qu'on n'a pas commis ; et la peine est à durée indéterminée.

Je me fais l'avocat du diable : que la croissance ne soit pas suffisante pour combattre la pauvreté ne signifie pas qu'elle n'est pas néanmoins nécessaire...

Dans les pays à faibles revenus, la création de richesse demeure importante. Encore faut-il que la croissance bénéficie à tous les groupes de la société, et notamment aux plus pauvres. Mais dans nos pays, plutôt que de s'entêter à vouloir gagner des points de PIB, nous devons nous poser la question suivante : comment créer une économie inclusive, ou non violente ? Il faut lutter contre l'exclusion non plus seulement *post hoc*, en compensant les inégalités que crée le marché, mais aussi *ex ante*,

en mettant sur pied une économie inclusive, qui donne à chacun sa chance, et qui encourage les entreprises à poursuivre d'autres objectifs que la maximisation de la valeur pour les actionnaires. L'économie sociale et solidaire, la réduction généralisée du temps de travail et le partage de l'emploi disponible, la prime à une économie circulaire et reterritorisée – voilà quelques-uns des outils qu'on peut utiliser à cette fin. Je défends également l'attribution d'un revenu de base inconditionnel aux jeunes de 18 à 25 ans. Dans cette tranche d'âge clé où se joue la perpétuation de la pauvreté d'une génération à l'autre, il est impératif de permettre aux jeunes issus de milieux défavorisés, que la famille ne peut pas aider, de poursuivre des études ou une formation, de choisir un métier qui les passionne et dans lequel ils pourront briller, au lieu de prendre le premier boulot venu, sans perspective d'avenir, tout simplement parce qu'il faut manger.

Mais que répondez-vous à celui ou celle qui vous dit : avant de partager la richesse, il faut la créer ? Comment peut-on financer ce revenu de base pour les jeunes, alors qu'on se demande déjà comment on va payer les pensions...

Il y a assez de richesse autour de nous. Il y a assez de biens produits, de services offerts... Mais beaucoup n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant leur permettant d'y avoir accès. En outre, en raison des écarts de richesse, la machine productive s'épuise à satisfaire des désirs frivoles des riches – des yachts, des piscines, des voitures surpuissantes... – alors même que les besoins essentiels demeurent insatisfaits. Arrêtons de faire croire qu'on ne crée pas assez de richesse : notre échec tient à une inéquité de la répartition, et aux signaux qu'envoie la demande aux entreprises, à travers le pouvoir d'achat des plus riches.

Vous prônez dès le lors le passage vers une « économie stationnaire ». Mais est-ce envisageable ?

Une économie stationnaire produit, chaque année, à peu près autant que l'année précédente, mais ne se fixe pas l'objectif d'accélérer ou de croître : c'est une économie à croissance zéro – ou une économie post-croissance. Nous n'avons pas besoin de plus. Le gâteau est assez grand pour maintenir un niveau de vie tout à fait satisfaisant – et un niveau plus ou moins stable d'emplois, les gains de productivité réalisés permettant de dégager du temps libre. Mais pour qu'une économie stationnaire soit viable, il faut financer l'augmentation des coûts de l'Etat-providence – liée notamment au vieillissement de la population et à l'augmentation des soins de santé – par d'autres moyens que la taxation du travail – et sans compter sur la croissance de la richesse monétaire. C'est le chantier que j'ai ouvert avec mon équipe et qui va nous occuper durant les deux à trois années qui viennent. Des pistes existent : taxer les « maux » de l'économie, comme la spéculation financière ou le recours aux énergies fossiles ; exiger des « mieux lotis » qu'ils contribuent à hauteur de leurs capacités, en imposant les multinationales, mais aussi les héritages et les patrimoines – des sources de revenus pour l'État actuellement sous-utilisées.

Une société stationnaire peut-elle être heureuse ? Plus précisément : peut-on envisager un modèle de société dans lequel le niveau de confort et de bien-être ne serait pas réduit, mais nous pourrions satisfaire nos besoins et mener des activités qui consomment beaucoup moins d'énergie et de ressources.

Un effort d'imagination est requis. Le point de départ, c'est de prendre conscience qu'il y a différentes manières de satisfaire les besoins. On peut, par exemple, garantir la mobilité en favorisant l'accès à la voiture individuelle ou en développant les transports en commun et la

mobilité douce. On peut favoriser l'accès à l'énergie en subsidiant les énergies fossiles, ou bien en favorisant les énergies renouvelables. On peut favoriser l'accès à l'alimentation en subventionnant l'agriculture conventionnelle et en favorisant l'industrie de transformation, ou bien en favorisant l'agriculture à faible usage d'intrants et les circuits courts. Le choix n'est pas entre le « plus » et le « moins ». Il est dans le « comment » : que veut-on, en fait, s'il ne suffit plus de dire que l'on veut « plus » ? Au bout du compte, la question fondamentale est la suivante : quelle est la source du bonheur ? Le trouvons-nous dans l'augmentation des possibilités de consommation matérielle, comme on nous l'a fait croire, à grand renfort de publicité, depuis les années 50 ? Ou bien dans la qualité des liens sociaux, dans l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, dans la qualité de la vie civique et de l'engagement collectif... ? Je suis convaincu que les femmes et les hommes peuvent imaginer d'autres moyens de vivre bien, voire mieux, et de vivre heureux, sans qu'il leur soit nécessaire de consommer toujours plus. C'est l'enjeu de la société post-croissance.

Olivier De Schutter

Par [Dominique Berns](#)

Olivier de Schutter est professeur de droit international à l'UCLouvain et à Sciences Po (Paris). Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme depuis mai 2020, il a étudié le droit à l'UCLouvain et à l'Université Harvard (Etats-Unis) et assumé, entre 2008 et 2014, le mandat de rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Son essai *Changer de boussole. La croissance ne vaincra pas la pauvreté* vient de paraître aux Editions Les Liens qui Libèrent. Il est également co-auteur de *L'Etat partenaire. Transition écologique et sociale et innovation citoyenne* (Presses Universitaires de Louvain, 2022, en accès libre) et de *The Escape from Poverty. Breaking the vicious cycles perpetuating disadvantage* (Policy Press, 2023).